

Département des Ressources Numériques

ÉCONOMIE CIRCULAIRE DES ÉQUIPEMENTS DE TÉLÉPHONIE MOBILE (ACQUISITION RECONDITIONNÉS, RECONDITIONNEMENT ET PRESTATIONS ASSOCIÉES) POUR LES BESOINS DU GROUPEMENT DE COMMANDES INFORMATIQUES

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)

Appel d'Offres Ouvert
(articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

Procédure complètement dématérialisée
depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (AAPC)

SOMMAIRE

<u>ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION</u>	3
1.1 - OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2 - <i>Mode</i> DE LA CONSULTATION	3
1.3 - DÉCOMPOSITION DE LA CONSULTATION	4
1.4 – GROUPEMENT D’ENTREPRISES	4
1.5 - NOMENCLATURES	4
<u>ARTICLE 2 : CONDITIONS DE LA CONSULTATION</u>	4
2.1 - DURÉE DE L’ACCORD-CADRE	4
2.2 – VARIANTES FACULTATIVES ET OBLIGATOIRES / PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES	4
2.3 - DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES	4
<u>ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION</u>	4
<u>ARTICLE 4 : PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES ÉLECTRONIQUES</u>	5
4.1 - CONTENU DE LA CANDIDATURE ÉLECTRONIQUE	5
4.2 - CONTENU DE L’OFFRE ÉLECTRONIQUE	6
<u>ARTICLE 5 : SÉLECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES</u>	7
<u>ARTICLE 6 : DOCUMENTS À PRODUIRE PAR L'ATTRIBUTAIRE</u>	8
<u>ARTICLE 7 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES</u>	8

Article 1 : Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet l'**Économie circulaire des équipements de téléphonie mobile (acquisition reconditionnés, reconditionnement et prestations associées) pour les besoins du groupement de commandes informatiques**

Le marché porte sur l'acquisition, la gestion de la garantie, le réemploi et la fin de vie des terminaux de téléphonie mobile des agents pour le compte du groupement de commandes informatiques constitué par Nantes Métropole, la ville de Nantes et son CCAS. Ce marché se compose de deux grandes activités principales :

Économie circulaire des équipements de téléphonie mobile :

- achats d'équipements numériques issus du réemploi
 - Acquisition de matériel reconditionné : terminaux et points d'accès mobiles ;
 - Validation du matériel auprès de l'acheteur ;
 - Gestion du catalogue matériel reconditionné ;
 - Gestion du Service Après-Vente ;
- gestion du réemploi et de la fin de vie
 - Évaluation de la fin de vie du matériel ;
 - Reconditionnement du matériel au bénéfice de l'acheteur ;
 - Intégration du matériel dans l'économie circulaire ;
 - Valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE).
- Livraison sur le site de l'acheteur ;
- Mise à jour des informations du parc informatique ;
- Prise en compte des lois AGEC et REEN ;

Le contenu des différentes prestations attendues est plus précisément détaillé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

1.2 - Mode de la consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions des articles R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande, prévu sans montant minimum et avec montant maximum fixé à **950 000 € HT** pour toute la période contractuelle.

L'accord-cadre est lancée par le Groupement de Commandes Informatiques constitué par Nantes Métropole, la ville de Nantes et son CCAS. Au terme de la convention constitutive de ce groupement de commandes, Nantes Métropole assure la mission de coordonnateur chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection des co-contractants. Chacun des membres du groupement exécute ensuite avec le titulaire retenu le marché qu'il aura signé à hauteur de ses besoins propres tels que définis ci-après.

Membres du groupement	Montant minimum de l'accord cadre	Montant maximum de l'accord cadre
Nantes Métropole / Ville de Nantes (mutualisé)	Sans montant minimum	750 000 € HT
Ville de Nantes (budget spécifique)	Sans montant minimum	150 000 € HT
CCAS de Nantes	Sans montant minimum	50 000 € HT

1.3 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots. La nature homogène des prestations concernées justifie le recours à un marché global.

1.4 – Groupement d'entreprises

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 - Nomenclatures

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Famille – nomenclature achats interne	TES02 - Services de téléphonie mobile
Code CPV	64212000-5 - Services de téléphonie mobile

Article 2 : Conditions de la consultation

2.1 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée au cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)

2.2 – Variantes facultatives et obligatoires / Prestations supplémentaires éventuelles

Les variantes ne sont pas acceptées.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle (PSE) et/ou prestation technique alternative (PTA) n'est prévue.

2.3 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **cinq (5) mois** à compter de la date limite de réception des offres.

Article 3 : Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation (R.C.) et son annexe « dématérialisation » ;
- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), ses annexes relatives aux données de la collectivité et aux données personnelles ;
- Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, dont un cadre de réponse et un modèle de Plan d'Assurance Sécurité (PAS) ;
- Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 15 jours calendaires avant la date limite de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 4 : Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'examen des offres avant celui des candidatures, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres sont précisées dans le document Modalités pratiques des échanges électroniques annexé au présent règlement de la consultation.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

Pièces à remettre au titre de la candidature (aucune signature n'est exigée à ce stade)
Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
Formulaire DC1* (Lettre de candidature) , que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelles
Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années (cadre F1 du document DC2* à remplir si utilisation de ce document)
Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).
Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique (en annexe au DC2* si utilisation de ce document et tout document complémentaire)
Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus, sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du même Code.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles , dûment complétés par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné
les annexes relatives aux données de la collectivité et aux données personnelles, dûment complétées
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres). <i>Ce document sera impérativement déposé en format modifiable.</i>
Le cadre de réponse, dûment complété au sein duquel le candidat précisera ou produira notamment : <ul style="list-style-type: none">- les dispositions, la méthodologie que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, les délais d'engagement, la description des procédures, des outils et moyens techniques que le candidat projette d'affecter à la réalisation du marché ;- la description de l'organisation et des moyens humains que le candidat projette d'affecter à la réalisation des prestations- la réponse aux exigences en matière de performance environnementale et les modalités d'accompagnement de l'acheteur dans le respect de la réglementation en cours- la description du SAV et des conditions de garantie- La réponse aux exigences en matière de sécurité et notamment la fourniture d'un Plan d'Assurance Sécurité (PAS). Le candidat peut utiliser son propre modèle de PAS ou utiliser celui qui est joint au dossier de consultation (dans le cas où le candidat utilisera son modèle, il produira une matrice de correspondance afin d'en faciliter l'analyse)- D'une façon générale, tout élément permettant de clarifier l'offre du candidat
Le ou les éventuel(s) catalogue(s) en lien avec l'objet du marché

Remarque : seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres. Tout pli déposé sera considéré comme une offre.

Formats électroniques des fichiers du dossier de réponse

Les candidats devront utiliser les formats de fichiers compatibles avec les outils bureautiques de la personne publique.

Renvoi d'Information

Le candidat se doit de signaler toute erreur, omission, imprécision, contradiction ou ambiguïté qu'il pourrait déceler dans les pièces du présent dossier de consultation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue au cahier des clauses administratives particulières, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'autoriser les candidats à régulariser leurs offres irrégulières, à condition, d'une part, qu'elles ne soient pas anormalement basses, et, d'autre part, que cette régularisation n'ait pas pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.

Article 5 : Sélection des candidatures et jugement des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : **l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, la capacité économique et financière, les capacités techniques et professionnelles.**

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Libellé	Pondération
Valeur technique de l'offre appréciée au regard du cadre de réponse	40
Qualité de l'organisation, des engagements et de la description du processus de début et fin de contrat, de pilotage du marché d'acquisition, de la gestion du catalogue matériel et de sa complétude, de suivi des livraisons et du respect des délais	10
Qualité de l'organisation, des engagements et de la description du processus pour valoriser au maximum les équipements et leurs composants vers du réemploi	20
Qualité du service après-vente	10
Performance environnementale appréciée au regard du cadre de réponse	30
Performance en matière de protection de l'environnement en lien avec l'objet du marché appréciée au regard de la stratégie de maîtrise/réduction de l'empreinte environnementale du candidat	15
Qualité de l'organisation, de ses engagements et de la description de son processus de traitement, de traçabilité et de valorisation des déchets générés à l'issue des opérations de démantèlement des équipements	15
Prix des prestations au regard du DQE :	30
Rubrique : Prestations (s/Total 1)	15
Rubrique Achats d'équipements numériques issus du réemploi (s/Total 2)	15

Chaque critère et sous-critère sera noté sur 5. La qualité du dossier de réponse (précision, exhaustivité de la description de l'offre et des engagements du titulaire) sera prise en compte pour l'évaluation des critères ci-dessus.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

En cas de discordance entre les montants du détail estimatif (éventuellement rectifiés) et les montants figurant à l'acte d'engagement, ces derniers seront modifiés pour être mis en harmonie avec le détail estimatif.

L'acheteur se réserve la possibilité d'organiser une étape de présentation de l'offre remise par chacun des candidats.

Article 6 : Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminé en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, l'acheteur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées aux articles L2141-7 à L 2141-10 du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

Article 7 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements nécessaires complémentaires les candidats devront faire à travers le profil acheteur une demande écrite au plus tard dans le délai de 10 jours avant la remise des offres sur le profil acheteur depuis l'adresse suivante :

<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt, veuillez envoyer un message à l'adresse contact : contact.marches@nantesmetropole.fr